

Communiqué de presse du groupe Union Action 62 :

**« Le département du Pas-de-Calais va vivre à crédit jusqu'à la fin du mandat.
Aujourd'hui, la majorité départementale augmente vos impôts. Demain, elle fera payer
vos enfants. »**

Depuis 2012, tous les indicateurs financiers se dégradent. Le projet de BP2016 proposé par la majorité départementale traduit une fuite en avant préjudiciable.

« Le département du Pas-de-Calais va vivre à crédit jusqu'à la fin du mandat. »

Le département ne dégagera pas d'autofinancement cette année.

Face à cette situation la majorité est contrainte de recourir à l'emprunt à hauteur de 184 Millions d'euros en 2016 pour faire face à une politique d'investissement intenable (190 millions d'euros par an pendant 6 ans). Ce recours soutenu à l'emprunt portera la dette à un milliard d'euros avant la fin du mandat.

« Aujourd'hui, la majorité départementale augmente vos impôts. »

Les élus socialistes et communistes ont également recours au levier fiscal afin de compenser le manque d'effort de la collectivité. Le contribuable sera sollicité pour apporter 31,4 millions de recettes supplémentaires dès cette année 2016. Pour tenir le cap, la majorité départementale devra agiter à nouveau le levier fiscal.

« Demain, elle fera payer vos enfants. »

La majorité socialiste et communiste engage l'avenir des jeunes du Pas-de-Calais qui devront faire face, demain, à la situation financière désastreuse qui leur sera laissée. La feuille de route proposée par la majorité départementale repose uniquement sur une fiscalité forte, un stock de dette en hausse, des provisions et un fonds de roulement asséchés, le tout, pour un autofinancement nul.

Le groupe Union Action a voté CONTRE le projet de BP2016 et propose de réfléchir immédiatement à des pistes d'économies sérieuses :

- ✓ Rationalisation de la politique des ressources humaines en posant comme principe le non remplacement systématique des départs.
- ✓ Une politique d'insertion rénovée et concertée avec la Région afin de permettre aux bénéficiaires du RSA d'accéder à l'emploi.
- ✓ Un développement du contrôle de gestion au sein du département et des partenaires qu'il finance.
- ✓ La réduction des interventions du département sur ses compétences volontaristes.
- ✓ Le maintien d'une politique d'investissement tenable et centrée sur le soutien aux territoires.

Michel Petit
Président du Groupe Union Action 62